

Israël – L’illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d’une catastrophe de renseignement

Posted on juin 13, 2026 by Shizneider BAPTISTE

I. Introduction : le 7 octobre comme événement-symptôme

L’attaque du 7 octobre 2023 ne constitue pas un événement isolé, un simple accident de guerre, mais un phénomène de surprise stratégique inscrit dans un système de sécurité, de politique étrangère et de gouvernance de l’information qui s’est progressivement déformé au fil de la décennie précédente, la pointe visible d’un ensemble de dysfonctionnements structurels, politiques, opérationnels et culturels qui traversent l’ensemble du système de sécurité israélien depuis une décennie au moins. [1] À l’inverse d’un récit de « surprise totale », les semaines précédant l’attaque du Hamas débordent de signaux faibles, de rapports internes, de réunions entre services et de scénarios de crise, tous restés insuffisamment traduits en action préventive. [3] Les services de renseignement israéliens – Shin Bet, Aman et Mossad – sont parmi les plus avancés au monde en matière de collecte, de surveillance numérique, de contre-espionnage et de dissimulation de données, leur échec n’est donc pas quantitatif (manque d’information), mais qualitatif : ils ont produit une lecture erronée, fragmentée et tacitement conservatrice de la menace venant de Gaza, ce qui rend leur échec particulièrement instructif pour la réflexion stratégique globale. [2]

Cette analyse adopte une approche systémique : elle ne se limite pas à pointer des « fautes » individuelles, mais examine les niveaux stratégique, opérationnel, tactique et culturel, afin de comprendre comment une architecture de renseignement perçue comme triomphante a pu être dépassée par une opération de rupture menée depuis Gaza. Contrairement à une lecture de « faute ponctuelle », l’événement s’analyse comme le produit d’une convergence de biais stratégiques, d’asymétries de perception, de routines institutionnelles et de

priorités politiques qui ont rendu Gaza à la fois surveillée et mal comprise, contrôlée et dangereuse, transparente et opaque. Elle s’attache également à montrer que les événements du 7 octobre « n’ont pas commencé normalement le 7 octobre » et la question de savoir si l’on assiste à la fin d’une ère – celle de l’intelligence stratégique telle qu’elle s’est construite depuis 1948 – ou à sa mutation profonde. [5][6]

II. De la guerre d’usure à la guerre de rupture

Le 7 octobre 2023, le Hamas lance l’opération « Déluge d’Al-Aqsa » depuis la bande de Gaza, combinant environ 4 300 roquettes et une intrusion terrestre coordonnée par près de 6 000 hommes, dont une force d’élite (al-Nukhba) étroitement encadrée. [6] En quelques heures, plus de 1 194 personnes sont tuées sur le territoire israélien, majoritairement des civils, et environ 250 otages sont emmenés à Gaza, ce qui constitue le plus grand massacre de civils dans l’histoire de l’État hébreu et la première irruption organisée depuis 1948. [1] Le 7 octobre 2023 n’est pas une simple escalade de la guerre d’usure entre Israël et le Hamas, mais une opération de rupture stratégique visant à imposer une nouvelle réalité politique, militaire et symbolique. La surprise est à la fois opérationnelle et politique : la guerre n’est plus limitée à la frontière, mais s’impose dans les communautés, les bases militaires et les postes de passage, avec une dimension de chaos et de confusion immédiate.

À l’échelle stratégique, ce n’est pas la défaite militaire proprement dite qui structure la crise, mais le fait que la guerre est entrée pour la première fois depuis 1948 dans les communautés, les bases et les réseaux de la frontière, avec une dimension de choc symbolique et politico-psychologique immense. Gaza, longtemps traitée comme un « front secondaire » ou un espace de gestion de crise, devient subitement le théâtre de la rupture : la guerre d’attrition, la guerre d’usure, la guerre d’assaut se combinent sous une logique de chaos contrôlé. [2][3] Cette irruption provoque une reconfiguration immédiate de la posture israélienne, avec un redéploiement massif de forces, une guerre massive à Gaza, puis une extension progressive de la confrontation à d’autres acteurs régionaux (Hezbollah, Iran, milices irakiennes). [6] Ce déplacement rapide de la guerre, de la frontière israélo-gazaouie vers un espace régional élargi, renforce l’impression de surprise stratégique, mais masque un fait fondamental : la guerre n’a pas commencé le 7 octobre ; elle a simplement trouvé une forme de réalisation brutale dans une

opération de rupture planifiée de longue date.

III. De la longue durée à la surprise immédiate

1. La mutation de la politique israélienne vis-à-vis de Gaza (2005–2023)

L’erreur stratégique fondamentale ne réside pas dans la nuit du 6 au 7 octobre, mais dans la manière dont Gaza est devenue, depuis 2005, un objet de gestion de crise, plus qu’un théâtre de guerre stratégique à part entière. Le point de départ de la crise est à replacer dans la transformation de la politique israélienne vis-à-vis de Gaza après le retrait unilatéral de 2005 et la prise de pouvoir du Hamas en 2007.

[2] Cette rupture entraîne un changement de logique : la souveraineté militaire directe est abandonnée au profit d’un contrôle indirect, combinant blocus, surveillance technologique, coercition intermittente et interventions périodiques. [6] Gaza devient un espace de « management » de conflit plus qu’un théâtre de guerre classique, avec une attention particulière portée à la gestion de la misère, des flux économiques et de la sécurité intérieure, plutôt qu’à une analyse stratégique globale de la menace.

Dans ce contexte, une politique dite de « calme » (« qualité de vie ») émerge, fondée sur des transferts d’argent qatari, des ouvertures ponctuelles de points de passage et un contrôle fin de l’économie gazaouie par Tsahal, notamment via le contrôle des importations et des salaires. [7] Cette politique est conçue comme un levier de stabilisation, mais elle produit aussi des effets pervers : elle permet au Hamas de consolider ses revenus, de renforcer sa structure administrative et militaire, et d’utiliser une partie des ressources pour détourner des flux vers des capacités offensives (armes, entraînement, tunnels). [8] Gaz impoverie, surveillance omniprésente et contrôle partiel des frontières, ce dispositif nourrit une illusion de maîtrise qui progresse parallèlement à la montée de la menace réelle.

Cette logique de « pacification contrôlée » produit une illusion de maîtrise : la guerre n’est plus pensée comme un affrontement stratégique, mais comme une série de crises récurrentes, régulées par des pauses de « calme » et des rounds de confrontation circulaires. Le Hamas, lui, ne se contente pas de survivre dans cet environnement fermé ; il l’utilise pour consolider son contrôle politique, sécuriser ses revenus, développer ses capacités militaires, et renforcer ses réseaux

extérieurs, ce qui transforme Gaza en un laboratoire de guerre hybride. La rationalité stratégique israélienne, fondée sur la maîtrise de la guerre d'usure, ne parvient pas à intégrer que Gaza devient aussi un espace de préparation de la rupture, de raids de profondeur, de captation de symboles, et de projet de refondation politique régionale.

2. La montée de la puissance du Hamas : de la guérilla à la guerre de rupture

Depuis 2007, le Hamas développe une capacité offensive croissante, tant en termes matériels qu'en termes organisationnels. Simultanément, le Hamas transforme Gaza en une plateforme de guerre hybride, où la guérilla, la guerre d'usure et la guerre de profondeur s'entremêlent. [2] Depuis la fin de l'occupation directe, le mouvement a développé une force d'élite, al-Nukhba spécialisée, entraînée spécifiquement pour des opérations de capture, d'infiltration, de dispersion et de chaos, ce qui diffère radicalement des missions classiques de la guérilla palestinienne. Le mouvement développe aussi un réseau souterrain de tunnels, un stock de roquettes, un système de logistique et de finances, ainsi qu'un tissu de relations régionales (Iran, Hezbollah, autres acteurs) qui renforcent sa capacité de guerre prolongée. [6] Dans un environnement fermé mais contrôlé par ses soins, Gaza devient un laboratoire de guerre : tirs de roquettes, infiltrations, attaques de tunnels, mais aussi préparation de raids de grande envergure, avec terrain d'entraînement, essais tactiques et répétitions d'opérations où la surveillance israélienne coexiste avec une capacité de tromperie, de mise en scène et de dissimulation.

La direction israélienne, elle, perçoit ce dispositif plutôt comme une série de « rounds » répétés de guerre d'usure qu'elle maîtrise, qu'une logique de guerre de rupture. Les services de renseignement intègrent des scénarios d'attaque de grande ampleur, comme le plan « Mur de Jéricho » (Yeruhot), mais ces documents sont souvent relégués aux tiroirs, perçus comme des hypothèses extrêmes, tandis que l'attention politique et opérationnelle reste focalisée sur la gestion de la crise humanitaire et la recherche d'un « calme » de courte durée. [9] Cette déconnexion progressive entre la réalité militaire du Hamas et la perception stratégique israélienne crée une zone de cécité dans laquelle s'inscrit l'opération du 7 octobre.

IV. Niveau stratégique : la surprise comme produit de la pensée stratégique

1. Vision de Gaza conceptualisée comme « problème de gestion »

À l'échelle stratégique, l'erreur fondamentale réside dans la manière dont Gaza est conceptualisée par l'État-major et par les décideurs politiques. Gaza n'est plus perçue comme un théâtre de guerre potentiel, mais comme un espace de gestion de la crise palestinienne, de contrôle humanitaire et de stabilisation économique.

[2] Le Hamas est ainsi pensé moins comme un acteur de guerre stratège, décidé à provoquer une rupture politique et symbolique cherchant à renverser le rapport de forces, que comme un mouvement de « gestion » de la pauvreté, de la sécurité intérieure et de la survie quotidienne. Cette transformation de la perception, cette catégorie de lecture génère deux conséquences : altère la manière dont les signaux provenant de Gaza sont interprétés : – **Une relativisation des signaux de menace** : les mouvements de troupes, les entraînements, les réunions de commandement sont lus comme des préparatifs de guerre d'usure ou de dissuasion, pas comme les préalables à une opération de rupture de grande envergure. – **Une sous-estimation de la rationalité politique du Hamas** : la volonté de provoquer une crise de légitimité interne en Israël, de polariser la société, de provoquer une réaction militaire massive et de déstabiliser les accords de normalisation est insuffisamment prise au sérieux. [3]

Le Hamas, lui, opère une stratégie de rupture symétrique : il cherche à produire une surprise telle que la guerre ne se limite plus à Gaza, mais s'impose à l'intérieur d'Israël, et, par extension, dans le système de sécurité régional. [4] Dans ce cadre, la rationalité prédominante est celle de la maîtrise contrôlée : l'idée que Tsahal, par ses capacités de coercition, de surveillance et de réponse rapide, pourra contenir toute escalade, ce qui réduit ex-ante l'intérêt stratégique d'un scénario d'attaque massive. [6] La guerre est ainsi pensée comme une suite de « crises gérables » et non comme une crise de rupture exogène, ce qui rend le système de renseignement structurellement peu préparé à interpréter Gaza comme un véritable « front stratégique ».

2. Biais technologiques et hyper-confiance dans la surveillance électronique

Un autre élément central du niveau stratégique est l'investissement massif dans la technologie de surveillance : clôture électronique, caméras, drones, satellites, écoutes SIGINT, systèmes d'interception et d'analyse automatisée. [2] Israël est

considéré comme un leader mondial dans ces domaines, ce qui nourrit une confiance quasi-absolue dans la capacité du système à détecter toute préparation importante d'attaque. [6] Cette hyper-confiance amène à réduire progressivement l'importance accordée au renseignement humain (HUMINT), aux sources infiltrées, aux réseaux d'information locaux, qui sont pourtant les plus à même de capter les intentions politiques et les plans de rupture.

Dans un environnement fermé et contrôlé comme Gaza, cette croyance se renforce : la maîtrise supposée des frontières, des communications et des flux humains rend plausible l'idée qu'aucun grand mouvement de forces ne pourrait passer inaperçu. [2] Or, le Hamas a précisément conçu Gaza comme un espace de guerre où le contrôle de l'information et la capacité à dissimuler font partie intégrante de la stratégie, ce qui transforme la technologie de surveillance en moyen de tromperie autant qu'en instrument de détection. Cette logique est d'autant plus forte que Gaza est un espace fermé : la fermeture des frontières, le contrôle des flux, l'absence de territoire de repli apparent, la saturation des réseaux d'information et de communication, nourrissent l'idée que la guerre reste prévisible. Or, le Hamas exploite précisément cet environnement pour exercer une maîtrise de l'information et de la perception, ce qui transforme la technologie de surveillance en outil de tromperie autant qu'en dispositif de détection. Le 7 octobre révèle deux choses importantes : d'abord, que la confiance excessive dans la technologie a produit une forme de cécité stratégique : Gaza n'est pas seulement surveillé, elle est aussi « mise en scène » pour tromper les observateurs extérieurs. [6] Ensuite, que la guerre n'est plus seulement une confrontation de forces, mais une guerre de perceptions, où la capacité à manipuler la surveillance israélienne contribue à la réussite de la surprise.

3. Priorités politiques et tension entre Gaza, Iran et Cisjordanie

L'architecture stratégique israélienne est également marquée par une tension chronique entre trois axes : Gaza, la Cisjordanie et l'axe nord (Iran-Hezbollah). [9] Depuis la fin des années 2010, la menace iranienne, via ses capacités de missiles, de drones, et de placement de forces près des frontières et celle du Hezbollah s'imposent progressivement comme priorités dominantes, avec une guerre de longue durée, des capacités de précision et une menace de frappes massives sur le territoire israélien. [6] Cette hiérarchisation des menaces conduit à focaliser une part croissante des ressources de renseignement, de planification et de préparation

Israël – L’illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d’une catastrophe de renseignement

opérationnelle sur le nord, tandis que Gaza reste perçue comme un front secondaire, certes chronique, mais « maîtrisé ». [2]

Parallèlement, l’essor de la violence en Cisjordanie, avec des attaques terroristes sporadiques et des réseaux palestiniens dispersés, retient l’attention de Shin Bet sur la lutte antiterrorisme intérieure, ce qui divise l’analyse stratégique entre plusieurs théâtres distincts. Gaza devient ainsi un espace interstitiel et se trouve ainsi comprimée entre ces deux axes, sans véritable statut de théâtre stratégique à part entière : ni front nord, ni Cisjordanie, ni front de guerre conventionnelle, mais un espace de guerre hybride qui n’a pas trouvé sa place dans la cartographie stratégique dominante. [5] Cette absence de positionnement stratégique explicite contribue à relativiser les alertes provenant de Gaza et à les interpréter comme des variations de crise, non comme des signes d’une rupture à venir.

V. Niveau opérationnel : architectures de renseignement et échecs de coordination

1. Architecture du renseignement israélien face à Gaza

À l’échelle opérationnelle, l’échec ne peut être compris qu’à travers l’architecture des services de renseignement et leur répartition des rôles qui prend la forme d’un système de renseignement segmenté mais imparfaitement coordonné. Mossad, le service de renseignement extérieur, dispose de compétences diplomatiques et de sources à l’étranger, notamment auprès des acteurs impliqués dans la gouvernance de Gaza (Qatar, Égypte, autres acteurs régionaux), mais n’est pas directement responsable de l’alerte stratégique sur une attaque imminente depuis Gaza. [6] Aman, la direction du renseignement militaire, est chargée de l’évaluation des capacités offensives du Hamas, de la planification des opérations et de la coordination des renseignements interarmées : SIGINT, GEOINT et HUMINT, et support aux opérations de Tsahal. [2] Shin Bet, le service de renseignement intérieur, assure la lutte antiterroriste, la surveillance des menaces venant de Gaza sur le territoire israélien, et participe au ciblage des cellules et aussi interaction avec les forces de police et de Tsahal sur le front du sud. [7]

Cette division fonctionnelle, consacrée en 2005, a été pensée pour spécialiser les services, mais elle a aussi produit des cloisons d’information : les indicateurs collectés par l’un ne sont pas systématiquement intégrés dans la vision globale de

l'autre. Les rapports internes montrent notamment que des informations critiques sur les préparatifs du Hamas ont circulé entre Shin Bet, Aman et l'unité 8200 (SIGINT), mais sans qu'un produit de synthèse global ne soit présenté à l'ensemble des décideurs suprêmes. [4] À l'échelle opérationnelle, la surprise est donc le produit d'un système fondé sur la spécialisation, mais déficient en termes de concertation et de gouvernance de l'information.

2. Traitement des signaux faibles et erreurs de jugement

Dans les jours précédant le 7 octobre, plusieurs signaux faibles apparaissent, mais ils sont interprétés de manière erronée. Des entraînements inhabituels de forces d'élite du Hamas, des réunions de commandement, des déplacements d'unités et des exercices de raids sur des bases et des communautés sont repérés par l'unité 8200 et par le commandement sud de Tsahal, mais sans être conclusivement liés à un scénario de grande attaque. [3] Un rapport interne de l'unité 8200, rédigé le 19 septembre 2023, décrit précisément des entraînements de commandos du Hamas en vue de raids contre des bases militaires et des kibboutz, avec une visée de capture de plusieurs centaines d'otages, soit quelques semaines avant l'attaque du 7 octobre. [4] Ce rapport est connu de responsables du renseignement au sein du commandement sud, mais il n'est pas traduit en plan d'alerte accru ou en déploiement significatif de troupes.

Le 6 octobre, des réunions entre Shin Bet et Aman discutent d'une augmentation de la vigilance, mais demeurent prudentes afin de ne pas provoquer une escalade ou de « révéler » la main à l'ennemi. Le choix opérationnel est de limiter l'alerte au niveau de la mer et de l'air, tout en maintenant un déploiement terrestre insuffisant, ce qui suppose implicitement que le Hamas n'osera pas lancer une opération d'une telle ampleur. [9] Cette hypothèse, fondée sur une estimation des intentions du mouvement, produit une forme d'aveuglement qui neutralise ex-ante les signaux faibles et les transforme en bruit de fond plutôt qu'en alerte stratégique.

3. Dysfonctionnements de coordination et absence de gouvernance centralisée

Les enquêtes internes menées après le 7 octobre mettent en lumière une absence de mécanismes de coordination centralisés entre les services et avec le pouvoir

politique. [10] Plusieurs rapports internes constatent que des informations critiques ont circulé dans les couloirs de Shin Bet, Aman et l’unité 8200, mais que leur synthèse n’a pas été réalisée, ou l’a été trop tard, pour permettre une action politique de prévention. Les bureaux du Premier ministre affirment n’avoir pas été informés de ces consultations internes, ce qui révèle une fracture entre le niveau politique et le niveau opérationnel du renseignement. [11]

Un rapport commandé par l’état-major israélien, présenté en 2025, qualifie l’événement de « immense échec », fruit d’erreurs structurelles, culturelles et opérationnelles accumulées au fil des années. La commission qui le produit pointe notamment l’absence d’organes de synthèse unifiés, la faiblesse de la coordination inter-services et la dépendance excessive des services de renseignement aux décideurs politiques, ce qui rend la gouvernance de la sécurité nationale particulièrement instable selon les coalitions et les périodes. [10][12] À l’échelle opérationnelle, la surprise est donc le résultat d’une économie de l’attention fragmentée, où chaque service traite Gaza comme un volet spécifique de sa mission, sans vision globale permettant de capter la convergence des signaux.

VI. Niveau tactique : la nuit du 6 au 7 octobre et les premières heures

1. Posture défensive et ratés de l’alerte

Sur le plan tactique, l’erreur la plus marquante réside dans la posture défensive adoptée la nuit du 6 au 7 octobre. Les rapports internes indiquent qu’une équipe de forces spéciales du Shin Bet et une équipe antiterroriste d’Aman sont déployées, mais sans mandat explicite de prévention d’une attaque de grande envergure, et sans renforcement massif des postes de vigilance frontalière. La logique dominante est celle de l’« alerte limitée » : l’idée de ne pas révéler la main à l’ennemi ou de ne pas provoquer une escalade en renforçant trop tôt le dispositif de défense. [9]

Cette logique de calcul de la menace est tout entière structurée autour de la guerre d’usure : la possibilité qu’une attaque ponctuelle ou un round de tirs de roquettes pourrait se produire est plausible, mais pas l’idée d’une irruption massive, coordonnée et prolongée. La logique dominante est de ne pas révéler la main à l’ennemi ni de provoquer une escalade en renforçant trop tôt le dispositif de défense, ce qui suppose implicitement que le Hamas n’osera pas lancer une

opération d’une telle ampleur. [6] Cette estimation, fondée sur une lecture de la rationalité ennemie, produit une forme de cécité tactique : la guerre est pensée comme une succession de rounds, non comme une opération de rupture coordonnée. Par conséquent, les forces postées près de la frontière se trouvent débordées par le nombre, la vitesse et la coordination des assaillants, tandis que les systèmes d’alarme, lorsqu’ils fonctionnent, sont activés trop tard pour permettre une réaction efficace. La posture défensive est ainsi pensée pour contenir une attaque ponctuelle, non pour absorber une opération de rupture de plusieurs heures.

2. Défauts de posture et manque de préparation des forces locales

Les forces de Tsahal déployées autour de Gaza sont également structurées autour d’une logique de guerre conventionnelle et de front fixe, alors que le Hamas mène une opération de guerre hybride, fondée sur la mobilité, la surprise et la dispersion. Les bases militaires, les communautés proches de la frontière et les postes de passage ne sont pas suffisamment protégés ou équipés pour faire face à une intrusion massive par véhicule, par ponts improvisés et par la mer. [10] Les systèmes de surveillance sont présents, mais leur capacité à détecter une attaque de nuit, combinant plusieurs axes et plusieurs types d’attaques simultanées, se révèle insuffisante.

De plus, les forces de police et les réserves locales, qui auraient pu jouer un rôle de riposte rapide, manquent de coordination claire avec les forces armées et de mandat de défense territorial à grande échelle. La division entre Tsahal, police et Shin Bet, bien que rationnelle sur le papier, se traduit sur le terrain par un manque de synergie, ce qui rend difficile la réaction coordonnée à une attaque simultanée sur plusieurs axes. Dans les premières heures, la guerre est donc vécue comme une succession de points de rupture, non comme une opération de territoire, ce qui reflète l’écart entre la doctrine tactique préparée et la réalité de guerre hybride mise en œuvre par le Hamas. [6]

VII. Impact politique, institutionnel et culturel en Israël

1. Crise de confiance dans les services de renseignement

Israël – L’illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d’une catastrophe de renseignement

L’attaque du 7 octobre provoque une crise de confiance profonde au sein de la société israélienne et dans les institutions elles-mêmes. [7][13] Les chefs de Shin Bet et d’Aman sont démis ou démissionnent, ce qui symbolise une rupture de confiance entre services, armée, pouvoir politique et société civile. Des enquêtes internes reconnaissent ouvertement des « échecs » et des « fautes », ce qui est rare dans la culture israélienne, traditionnellement attachée à l’image de supériorité du renseignement.

Cette crise ne se limite pas aux seuls services de renseignement : Tsahal, la police, le gouvernement et même la diplomatie sont mis en cause. [14] La classe politique est accusée de négligence, de désorganisation et de priorisation de la bataille judiciaire et sociétale interne au détriment de la vigilance stratégique. La société, elle, se trouve face à une image d’Érosion de la sécurité totale, ce qui fragilise la cohésion nationale et renforce les tensions internes. [15]

2. Questions de responsabilité politique et absence de doctrine de sécurité nationale

Les débats autour du 7 octobre mettent en avant la question de la responsabilité politique, notamment vis-à-vis de Benjamin Netanyahu et de son gouvernement. Des analyses académiques et politiques soulignent qu’une série de décisions a contribué à marginaliser la question palestinienne, à désorganiser les services de sécurité et à affaiblir la gouvernance de la sécurité nationale. La réforme judiciaire, par exemple, a été perçue comme une attaque contre la séparation des pouvoirs, ce qui a fragilisé la légitimité et la capacité de contrôle des institutions, y compris des services de renseignement. [15]

À l’arrière-plan, les analyses insistent sur l’absence de doctrine de sécurité nationale officielle, définissant clairement les priorités stratégiques et les menaces, et articulant les rôles des différents services. Sans cadre doctrinal unifié, les services de renseignement deviennent dépendants de la volatilité des coalitions politiques, des priorités électorales et des campagnes médiatiques, ce qui empêche la construction d’une vision cohérente et stable de la menace.

3. Mutation de la culture de sécurité intérieure

L’événement provoque aussi une mutation profonde de la culture de sécurité intérieure. L’illusion de la « forteresse » technologique s’effondre devant la réalité d’une guerre de surprise, de chaos et de profondeur, qui atteint les communautés, les bases et les postes de contrôle. La société israélienne est confrontée à la fin de l’idée implicite d’une sécurité « totale » garantie par la technologie, la supériorité militaire et la maîtrise de l’information. Cette prise de conscience nourrit à la fois une demande de transparence, de réformes structurelles et de refonte de la gouvernance de la sécurité, ainsi qu’une tendance à la réarmement moral et symbolique, avec une montée de la rhétorique de la guerre civile et de la guerre existentielle.

VIII. La fin d’une ère ou la mutation de l’intelligence stratégique ?

1. La crise de l’intelligence stratégique classique

L’épisode du 7 octobre peut être lu comme une crise de l’intelligence stratégique telle qu’elle s’est construite depuis 1948, c’est-à-dire comme un dispositif fondé sur la prévision de guerres structurées, de lignes de front identifiées, de menaces territoriales explicites et de dissuasion calculée. [2] Depuis la guerre de 1973, Israël a progressivement construit une architecture de renseignement conçue pour éviter la répétition de la « surprise du Kippour », en investissant massivement dans la technologie, les réseaux d’information et la planification stratégique. Le 7 octobre révèle cependant qu’une autre logique est à l’œuvre : la guerre hybride, la guerre de surprise, la guerre de chaîne de signaux, la guerre informationnelle, la guerre symbolique. [16]

Dans ce nouveau cadre, la surprise n’est plus le résultat du manque d’information, mais de la difficulté à interpréter des signaux ambigus, dispersés, contradictoires, au sein d’un environnement saturé de données. La rationalité de la guerre ne se limite plus à la balance de puissance, à la dissuasion et à la prévision de batailles, mais inclut la volonté de rupture politique, de fragmentation interne, de polarisation de l’opinion et de manipulation de l’information. L’intelligence stratégique classique, centrée sur la reconstruction de scénarios de guerre, peine à capturer cette logique de rupture, ce qui l’expose à de nouveaux types d’échecs.

2. Mutations possibles de l’intelligence stratégique

Cependant, parler de « fin » de l'intelligence stratégique est peut-être excessif : ce qui est en cours, c'est une mutation profonde, davantage qu'une disparition. Les rapports internes israéliens invitent à repenser la fonction d'anticipation, non seulement en termes de signaux de guerre, mais de signaux de rupture politique, économique, sociale et informationnelle. L'intelligence stratégique du futur devra être plus ouverte, plus hésitante, plus systémique, et plus exposée à l'incertitude, ce qui implique une réduction de la confiance excessive dans la technologie et une réintégration de l'analyse de la subjectivité, de la volonté politique et de la logique symbolique.

La guerre informationnelle, l'IA, les deepfakes, les campagnes de désinformation et la polarisation des réseaux sociaux deviennent des dimensions centrales de la guerre, ce qui impose de réinscrire le renseignement dans un continuum informationnel global. [16] Les services doivent non seulement collecter et analyser des données, mais aussi modéliser la circulation de l'information, la perception publique et la capacité de manipulation de l'ennemi. Enfin, la question de la gouvernance de la sécurité nationale se pose avec une acuité nouvelle : la création d'organes de synthèse unifiés, de doctrines de sécurité nationale formalisées, de comités de coordination inter-services, et de mécanismes de contrôle indépendant, apparaît comme un prérequis pour éviter la reproduction de tels échecs.

Dans cette perspective, le 7 octobre ne marque pas la fin de l'intelligence stratégique, mais la fin d'une forme de pensée stratégique centrée sur la maîtrise prévisible, la technologie comme garantie et la guerre comme calcul de la force. Il ouvre la voie à une intelligence stratégique plus incertaine, plus humble, mais aussi plus attentive à la logique complexe des rivalités contemporaines.

IX. Conclusion : le 7 octobre comme accident du système, pas de la guerre

Le 7 octobre 2023 ne constitue pas un accident isolé, mais l'aboutissement d'une série de biais, de routines, de divisions et de priorités politiques qui ont progressivement dessiné une zone de cécité stratégique autour de Gaza. Les services israéliens de renseignement, parmi les plus avancés au monde, n'ont pas échoué faute de moyens, mais parce que leur excellence technologique, leurs réseaux humains et leurs compétences opérationnelles se sont développés dans un cadre politique et doctrinal qui a dévalorisé Gaza comme théâtre stratégique, alors

Israël – L’illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d’une catastrophe de renseignement

que le Hamas y construisait précisément les conditions d’une guerre de rupture. La guerre n’a donc pas commencé le 7 octobre ; elle a simplement trouvé une forme de réalisation dramatique dans une opération de surprise, de chaos et de profondeur.

À l’échelle tactique, cette cécité conceptuelle s’est traduite par une posture défensive insuffisante, une réaction tardive, et une fragmentation des réponses, tandis qu’à l’échelle opérationnelle, elle a produit une économie de l’attention fragmentée, où chacun des services traitait Gaza comme un volet spécifique de sa mission, sans vision globale. Politiquement, l’événement a déclenché une crise de confiance, une remise en cause des leaders, et une réévaluation du modèle de gouvernance de la sécurité nationale.

Enfin, le 7 octobre invite à interroger la pertinence du modèle de l’intelligence stratégique classique, fondé sur la prévision, la maîtrise technologique et la dissuasion calculée. Il n’en signe pas la fin, mais la mutation vers une intelligence plus systémique, plus ouverte à l’incertitude, et plus intégrée à la guerre informationnelle, politique et symbolique. Dans ce nouveau paradigme, le 7 octobre devient moins un simple échec technique qu’un symptôme profond de la manière dont les États contemporains se préparent – ou ne se préparent pas – à la guerre du XXI^e siècle.

Shizneider BAPTISTE

Expert et Consultant en Relations internationales

Analyste en Stratégie internationale (Sécurité, Défense et Gestion de crise)

Analyste en Renseignement, Guerre et Stratégie d’influence

shizneider@gmail.com

Bibliographie

Israël – L’illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d’une catastrophe de renseignement

- Israel Defense Forces (IDF) – « Rapport interne sur l’attaque du 7 octobre 2023 », Jerusalem, 2025 (non publié, cité par la presse). [1]
- IRSEM (Institut de recherche stratégique de l’École militaire). Surveiller sans voir : le 7 octobre 2023. Paris, 2025. [3]
- Commission interne de l’IDF/Shin Bet. « L’enquête de l’armée sur le fiasco du 7-October épingle ses défauts » – référence interne, synthétisée par Le Monde, 28 février 2025. [2]
- RAS-NSA (Réseau de recherche et d’analyse en sécurité et en défense). Israël/Hamas : la surprise stratégique dans l’attaque du 7 octobre. 4 décembre 2024. [4]
- Udry, Charles-André. « Comment expliquer l’échec du renseignement israélien », Le Grand Continent, 14 octobre 2023. [5]
- « L’enquête de l’armée sur le fiasco du 7-October épingle ses défauts », Le Monde, 28 février 2025. [2]
- « Un immense échec : les six ratés d’Israël qui ont permis le 7 octobre », Le Figaro, 13 novembre 2025. [6]
- « Le Shin Bet israélien reconnaît avoir “échoué” dans la prévention de l’attaque du 7 octobre », L’Orient-Le Jour, 3 mars 2025. [7]
- « Attaque du 7 octobre : le renseignement israélien avait connaissance d’un plan visant à faire des otages », Ouest-France / 20Minutes, 19 juin 2024. [8][9]
- « Attaque du Hamas contre Israël : ce que les services de renseignement américains savaient », Le Monde, 24 octobre 2023. [10]
- « Attaque du 7 octobre : les failles du renseignement israélien face au Hamas », Euronews, 8 octobre 2025. [11]

Israël – L’illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d’une catastrophe de renseignement

- Corten, Olivier. « Après le 7 octobre 2023 : quelle légitime défense ? », Cahiers de Droit international, 2025. [12]
- « Israël-Palestine : quel avenir deux ans après le 7 octobre ? », Institut français des relations internationales (IFRI), 4 octobre 2025. [13]
- « La société israélienne après le 7-Octobre », Revue Études, 9 avril 2025. [14]
- « À la une : 7 octobre et le renseignement israélien », Flash Académique n°17, Académie de la Défense, Paris, 2025. [15]
- Englman, Nathan, cité par Times of Israel. « Englman impute les échecs du 7-Octobre à l’absence de politique de sécurité nationale ». 10 novembre 2025. [16]
- « Hamas-Israël : la victoire de la Résistance le 7 octobre – l’ennemi israélien admet son échec », SABA Yemen News, 4 mars 2025. [17]

About The Author



[Shizneider BAPTISTE](#)

Expert et Consultant en Diplomatie et Relations internationales |
Analyste en Stratégie internationale (Sécurité et Défense) |
Analyste en Renseignement, Stratégies et Guerre d’influence

[See author's posts](#)

Israël – L'illusion de la forteresse imprenable : la surprise du 7 octobre, anatomie d'une catastrophe de renseignement